

Persistence des poches de précarité dans les quartiers restructurés de San-Pedro (Côte d'Ivoire) : une analyse du dysfonctionnement de la réhabilitation durable des quartiers précaires

KONAN Dominique Ahébé

Doctorant

Université Alassane Ouattara (Bouaké, Côte d'Ivoire)

Département de Géographie

konandominique40@gmail.com

DIARRASSOUBA Bazoumana

Maître de Conférences

Enseignant-Chercheur

Université Alassane Ouattara (Bouaké, Côte d'Ivoire)

Département de Géographie

diarrabazo@yahoo.fr

Résumé : L'exécution des différentes actions pour l'éradication des quartiers précaires est l'un des défis majeurs d'aménagement du cadre de vie dans les pays en voie de développement. La ville de San-Pedro, connu pour son espace abritant le plus grand bidonville de l'Afrique de l'Ouest, a subi des actions de lutte contre les habitats précaires. Elles ont consisté à la mise en place d'équipements et infrastructures par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le Programme de Développement des Communes Côtières (PDCC) et le Programme Sectoriel Urbain (PSU). Malgré ces opérations, les quartiers restructurés présentent toujours des poches de précarité. L'objectif de l'étude est d'analyser les facteurs de dysfonctionnement de la réhabilitation durable des quartiers précaires à San-Pedro. La méthodologie utilisée pour parvenir aux résultats de l'étude est axée sur la recherche documentaire, les enquêtes de terrain, l'analyse et le traitement des données. Les résultats de l'étude montrent plusieurs formes de précarité à l'échelle des quartiers restructurés.

Mots-clés : San-Pedro, Quartiers précaires, Restructuration, Poche de précarité

Persistence of pockets of precariousness in the restructured neighborhoods of San-Pedro (Ivory Coast): an analysis of the dysfunction of the sustainable rehabilitation of precarious neighborhoods

Abstract: One of the major challenges in developing countries is to eradicate shantytowns. The town of San-Pedro, known for housing the largest shantytown in West Africa, has undergone a number of measures to combat precarious housing. These involved the installation of equipment and infrastructure by the West African Development Bank (BOAD), the Coastal Community Development Program (PDCC) and the Urban Sector Program (PSU). Despite these operations, the restructured neighborhoods still present pockets of precariousness. The aim of this study is to analyze the factors that have impeded the sustainable rehabilitation of precarious neighborhoods in San-Pedro. The methodology used to arrive at the results of the study is based on documentary research, field surveys, data analysis and processing. The results of the study show several forms of precariousness at the scale of restructured neighborhoods.

Key words: San-Pedro, Precarious neighborhoods, Restructuring, Precarity pocket

Introduction

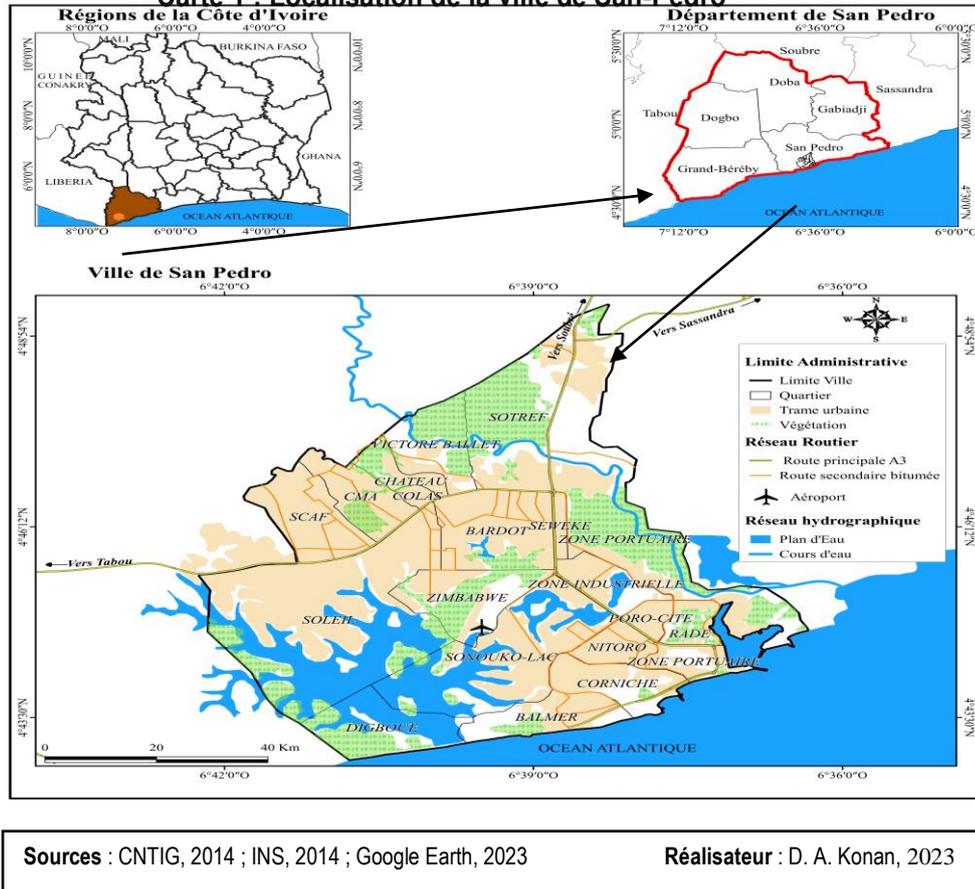
La Côte d'Ivoire connaît depuis plusieurs décennies, une croissance urbaine très particulière marquée par une évolution de sa population urbaine. En effet, la proportion de la population urbaine est passée de 39% en 1988 à 43% en 1998 (INS, 1998). Entre 1998 et 2014, elle est passée à 50,3% (INS, 2014). En 2021, ce taux est chiffré à 52,5% (INS, 2021). Source de grandes opportunités pour le pays, elle représente néanmoins aussi des défis tels que la pauvreté, la non maîtrise de l'urbanisation et surtout le phénomène des quartiers précaires. En ce qui concerne les quartiers précaires, la ville de San-Pedro est confrontée à une présence massive de ces quartiers dont le célèbre Bardot. En effet, l'opération ARSO a suscité de grandes vagues de migration vers la ville de San-Pedro. Des années plus tard, elles ont favorisé la naissance des quartiers à habitats précaires dans la ville de San-Pedro. La présence de ces quartiers dans la ville de San-Pedro a suscité d'importantes opérations de restructuration de la part de l'État, des autorités locales et partenaires au développement. Ces actions de restructuration précitées ont permis aux quartiers précaires de disposer de l'adduction en eau potable, de l'électricité, de centre de santé, d'écoles et de voies praticables (T. A. Doho bi *et al*, 2019, p.219). Malgré toutes ces opérations de restructuration, les quartiers restructurés présentent toujours des formes de précarité. Dès lors, comment se manifeste la persistance des poches de précarité dans les quartiers restructurés à San-Pedro ? Cette étude vise à analyser les facteurs de dysfonctionnement de la réhabilitation durable des quartiers précaires à San-Pedro.

1. Méthodologie

1.1. Présentation du site d'étude

La présente étude est réalisée dans la ville de San-Pedro. Elle est située au Sud-ouest de la Côte d'Ivoire et est le chef-lieu de la région de San-Pedro. Cette ville (carte 1) se trouve à l'Ouest de la ville de Sassandra et Fresco, au Sud de la ville de Soubré et Méagui et à l'Est de la ville de Grand Béréby et Tabou. Elle s'étend sur une superficie de 12 790 Km² et abrite une population de 390 654 habitants (RGPH, 2021). De par sa situation géographique, San-Pedro s'est dotée d'un port, dont l'inauguration date de 1972.

Carte 1 : Localisation de la ville de San-Pedro



1.2. Collecte et analyse des données

La collecte d'informations a permis d'obtenir des éléments d'analyse facilitant la compréhension sur la persistance des poches de précarité. Ainsi, la première étape de recherche d'information consistait à exploiter divers documents tels que les thèses, mémoires, articles et bien d'autres. Aussi, des entretiens ont été menés dans des structures de la ville de San-Pedro notamment la Mairie, le Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme (MCLU), l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANAGED), la Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE) etc. En ce qui concerne le choix des quartiers, la méthode de choix raisonné basée sur des critères spécifiques a été nécessaire. Il s'agit du niveau d'équipement, volume démographique, niveau d'assainissement et niveau d'accès aux infrastructures et équipements de base. Sur cette base, 7 quartiers (Bardot, Sotref, Soleil, Colas, Victor-ballet, Château, Zimbabwe) ont été sélectionnés. Au niveau des ménages, la détermination de l'échantillon représentatif dans les quartiers précaires restructurés, s'est faite en utilisant les données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2014. Ainsi, la somme des ménages issus des 7 quartiers enquêtés donne un total de 13 234 ménages qui constitue la population mère. La formule ci-dessous a permis de déterminer la population représentative à enquêter.

$$n = \frac{Z^2 (PQ) N}{[e^2 (N-1) + Z^2 (PQ)]}$$

Source : H. Gumachian *et al*, 2000.

Application numérique

$$n = \frac{(1,96)^2 (0,5 \times 0,5) (13\,234)}{[(0,05)^2 (13\,234 - 1) + (1,96)^2 (0,5 \times 0,5)]}$$

n = 373

Calculons le nombre de ménages à enquêter par quartier

- ✓ Quartier Bardot
 - On a 4 845 ménages ; n= 373 ; On a N= 13 234
 - On aura donc : 13 23 \longrightarrow 373
 - 4845 \longrightarrow X
 - Application Numérique : $X = \frac{373 \times 4845}{13\,234}$; X= 136

D'où pour le quartier Bardot (136) ; Château (47) ; Colas (5) ; Sotref (42) ; Soleil (86) ; Victor-ballet (48) ; Zimbabwe (7).

1.3. Analyse des données

L'analyse des données s'est faite à l'aide de plusieurs méthodes à savoir l'analyse cartographique, statistique, graphique, et analytique. En effet, les données cartographiques ont été traitées via le logiciel QGIS 2.16.3. Concernant les calculs, la saisie et la réalisation des graphiques et tableaux, le recours aux logiciels WORD 2016 et EXCEL 2016 s'est avéré nécessaire. En outre, les données qualitatives issues de l'entretien et observation ont été traitées de façon analytique. La conjugaison de ces différentes techniques de recherche a permis d'aboutir aux résultats suivants.

2. Résultats

2.1. Persistance de l'habitat précaire face à la hausse du coût de location des logements décents dans les quartiers restructurés

Le logement est un indicateur d'appréciation du cadre et des conditions de vie d'une population. Les opérations de restructuration des quartiers précaires de la ville de San-Pedro n'ont pas éradiqué totalement la question des baraques. En effet, les populations, surtout celles n'ayant

pas reçues d'indemnisations, reviennent parfois sur les sites déguerpis ou s'installent parfois sur des nouveaux sites non-constructibles. Celles-ci, procèdent à des installations débouchant sur les baraques (photo 1).

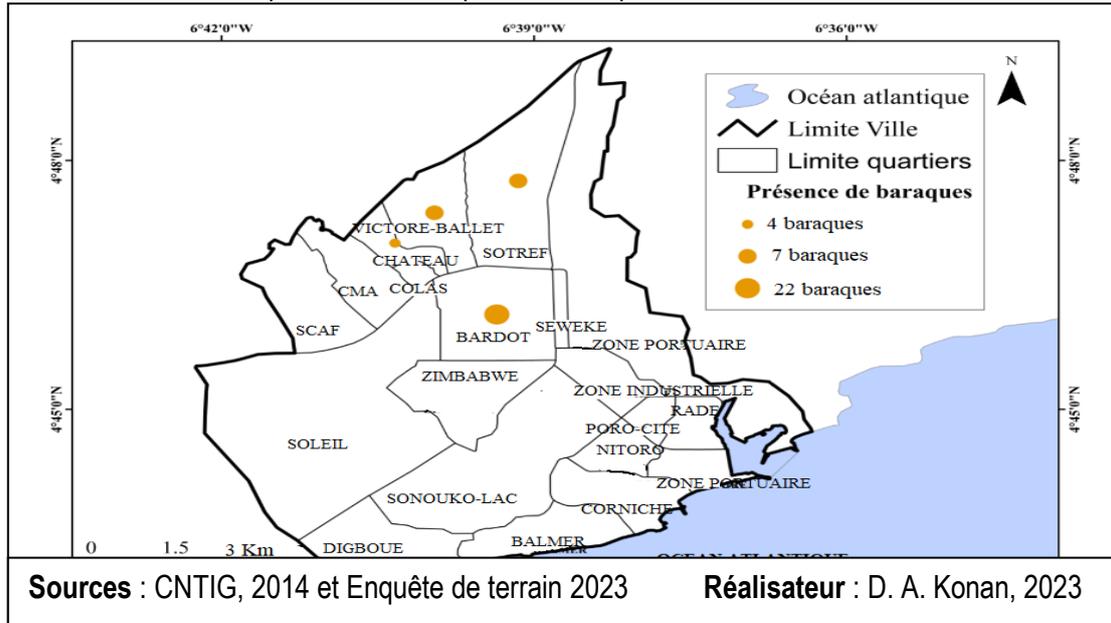
Photo 1: Habitats précaires dans le quartier Bardot



Prise de vue : D. A. Konan, Janvier, 2023

Cette photo 1 permet d'apprécier la présence de baraques dans les quartiers restructurés. Les coûts de la location d'un logement décent dans la zone des quartiers restructurés ont connu une hausse. Auparavant, c'est-à-dire dans les années 90, les coûts de location des logements étaient en dessous de 10 000 FCFA (ENSEA et IRAD, 1998, p. 62). Les investigations dans les quartiers restructurés indiquent une hausse des coûts liés à la location de logements décents. En effet, le coût des studios se situe entre 20 000 et 35 000 FCFA dans les quartiers tels que Bardot, DAFCl, Zimbabwe et CMA. Au niveau des logements de 2 pièces, les coûts de la location oscillent entre 25 000 et 50 000 FCFA dans les quartiers Bardot, Terre rouge, Digbe, etc. En effet, les différents programmes de lotissements réalisés dans la zone des quartiers restructurés, ont été suivis d'une construction de logements modernes par les populations. Ainsi, les coûts de location des logements décents et de type moderne vont connaître une hausse. Dans cette situation de flambée des coûts liés aux logements, les ménages à faible revenu ont recours à la location ou à l'auto construction débouchant sur l'habitat de type précaire. La carte 2 indique la répartition des baraques dans les quartiers restructurés.

Carte 2 : Répartition des baraques dans les quartiers restructurés



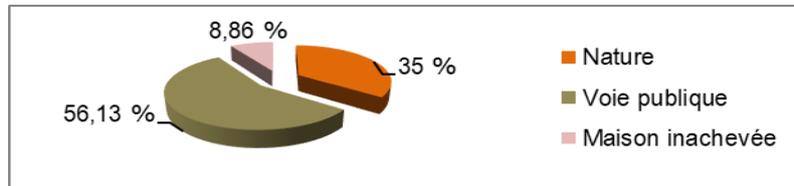
Cette carte permet de constater qu'il existe encore des baraques dans les quartiers précaires restructurés. La majorité de ces baraques se localise dans le quartier Bardot avec un taux de 55%. Ce taux élevé s'explique par le coût de la location des baraques qui se situe entre 7 000 et 20 000 FCFA en fonction des commodités et de la localisation. Au-delà de cet aspect, le quartier Bardot a en son sein et dans ses environs des activités économiques. Ainsi, les populations pour des raisons financières et de mobilité, s'installent dans cette zone. Cela permet à ces populations de minimiser les coûts du transport pour les ouvriers industriels et de maximiser les bénéfices pour les commerçants. À la suite du quartier Bardot, viennent les quartiers Victor-ballet, Sotref et Château avec des taux respectifs de 17, 50 % ; 17,50 % et 10 %. La persistance des baraques dans ces quartiers s'explique dans un premier temps par la proximité de ces quartiers avec le Centre-ville où l'on retrouve la plupart des activités commerciales. Dans un second temps, l'on note la présence de quelques unités industrielles à proximité du quartier Sotref telles que SACO, SHAZA TRANSIT et SACC.

Les coûts liés au logement accentuent la persistance des baraques dans les quartiers restructurés. Face aux coûts élevés de la location de logements, les ménages démunis s'orientent vers les baraques. Pourtant, vivre dans des baraques est source de dangers. Il s'agit d'une part des incendies. Les incendies sont de plus en plus récurrents dans les baraques à cause du matériel (plastique, bois et paille) utilisé pour la configuration du logement. 4 cas d'incendies ont été signalés lors des enquêtes dans les quartiers précaires restructurés. Les quartiers concernés sont : Bardot (en 2022 et 2023) et Zimbabwe (en 2021). Aussi, en 2016, un cas d'incendie a été signalé dans le quartier Sotref. Ces différents cas d'incendies se sont soldés par des pertes en vies humaines et dégâts matériels. Au niveau du quartier Bardot, l'on note la mort de 5 membres d'une famille. Quant aux biens matériels, 22 baraques ont été emportées par les incendies, dont 7 au quartier Sotref et 15 au quartier Bardot (secteur terre rouge). D'autre part, les ménages de ces baraques sont exposés aux risques environnementaux. Les baraques peuvent être détruites par le vent ou les fortes pluies. Outre la présence des baraques, le paysage des quartiers précaires présente des zones marquées par l'insalubrité.

2.2. Utilisation des espaces inappropriés dans les quartiers restructurés pour l'évacuation des déchets solides

Dans les quartiers précaires restructurés, il existe des ménages qui n'accordent aucune importance au cadre de vie. Ces ménages ont recours aux espaces non appropriés pour l'évacuation des déchets solides. Le graphique 1 donne un aperçu de cette situation.

Graphique 1: Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des déchets solides dans les espaces inappropriés



Source : Enquêtes de terrain, 2023

Ce graphique permet de constater que 56,13% des ménages enquêtés déversent les ordures sur les voies publiques (photo 1a). Ils sont suivis par les ménages qui optent pour la nature. Ceux-ci ont une proportion de 35%. Quant aux maisons inachevées, elles sont utilisées par 8,86% des ménages enquêtés. Hormis ces espaces, certains ménages évacuent les déchets solides proches des logements (photo 1b). En effet, à travers les enquêtes, il ressort que dans certains sous-quartiers il n'existe pas de bacs à ordures ou espaces appropriés pour le regroupage des ordures avant le passage des agents issus des structures telles que MOYA SERVICES. Ainsi, 15% des chefs de ménage enquêtés, indiquent que la distance entre leur logement et les bacs est très élevée. De ce fait, ils développent des stratégies en évacuant les déchets solides où bon leur semble. Comme conséquences de ces actions malsaines précitées, l'on assiste à une persistance des dépôts sauvages dans le paysage des quartiers restructurés (planche 1).

Planche 1 : Mode de gestion des déchets solides dans les quartiers précaires restructurés



Prise de vue : D. A. Konan, Janvier, 2023

La planche photographique 1 ci-dessus présente la gestion des déchets solides au niveau des ménages dans les quartiers précaires restructurés. L'évacuation des déchets solides dans ces quartiers se fait dans des endroits tels que les voies publiques, la nature, les maisons inachevées et à proximité des logements. Aussi, ces populations ne procèdent pas à l'élimination ou à l'évacuation des déchets présents dans le paysage. Ces dépôts sauvages prennent de l'ampleur de jour en jour et sont des sources de maladies respiratoires. De plus, la présence de ces ordures sur les voies publiques entraîne des difficultés liées à la mobilité. Au-delà de la gestion des déchets solides dans les quartiers restructurés, le mode d'évacuation des déchets liquides constitue aussi une source de naissance des poches de précarité.

2.3. Gestion inadéquate des déchets liquides dans les quartiers précaires restructurés

Au niveau des quartiers précaires restructurés, la gestion des déchets liquides est une préoccupation. Certains ménages ont toujours recours aux rues et caniveaux pour l'évacuation des déchets liquides. Ce mode de gestion des déchets liquides dégrade de plus en plus le cadre de vie des populations. Les résultats des différents modes de gestion des déchets liquides sont consignés dans le tableau 1.

Tableau1 : Répartition des ménages selon le mode d'évacuation des déchets liquides

Espaces inappropriés	Nombre de ménage	Pourcentages (%)
Rue	117	56,79
Caniveaux	89	43,20
Total	206	100

Source : Enquêtes de terrain, 2023

À la lecture de ce tableau, il ressort que les ménages ont toujours recours aux espaces inappropriés pour l'évacuation des déchets liquides. En effet, 56,79% des ménages utilisent les rues pour l'évacuation des déchets liquides. Les rues censées servir à la circulation des biens et personnes, sont utilisées par des ménages comme espace d'évacuation des déchets liquides. Désormais, certaines rues de ces quartiers précaires restructurés sont marquées par une présence d'eaux usées (photo 2b). Quant aux caniveaux, ils sont utilisés par 43,2% des ménages pour l'évacuation des déchets liquides. Comme conséquences, l'on assiste à la présence de plusieurs caniveaux bouchés (photo 2a). Ces proportions s'expliquent par l'état des fosses septiques (bouchées et dégradées) au niveau de certains ménages (25%). La mauvaise gestion des déchets liquides dans les quartiers restructurés a une influence sur la santé des populations. Les investigations ont permis de déterminer plusieurs cas de paludisme (60,91%) dus à la présence des eaux usées proches des ménages. La planche 2 indique l'action des populations sur le cadre de vie dans les quartiers précaires restructurés.

Planche 2: Actions des populations sur l'environnement dans les quartiers restructurés

Photo 2a : Caniveau bouché au quartier Zimbabwe



Prise de vue : D. A. Konan, Janvier, 2023

Photo 2b : Eaux usées dans une rue du quartier Sotref



Le caniveau bouché présent sur la photo 2a, résulte de l'action des populations. Après la lessive ou la vaisselle, les ménages évacuent l'eau usée dans la rue ou dans le caniveau le plus proche. La seconde photo (2b) émane aussi de l'action des populations et de la pluie. Aucune action n'est menée pour l'éradication de ces eaux usées dans les rues. Les différentes actions des ménages au niveau de l'évacuation des déchets, représentent en réalité des facteurs de persistance des poches de précarité. Le mode de gestion des eaux usées et déchets solides dans les quartiers restructurés sont en marge des normes environnementales.

La persistance des poches de précarité dans les quartiers restructurés est aussi perçue à travers les voies dégradées et non bitumées.

2.4. Voies de communication dégradées et non bitumées dans les quartiers précaires restructurés : une épine pour les piétons et automobilistes

À la suite des programmes d'amélioration du cadre de vie des quartiers précaires de la ville de San-Pedro, plusieurs voies de communication ont vu le jour. Des ouvertures de voies ont été réalisées dans ces quartiers précaires. Mais le constat est que plusieurs voies de communication n'ont pas connu de travaux de bitumage. Aujourd'hui, elles sont en état de dégradation comme le montre la planche 3.

Planche 3: Voies de communication non bitumées et dégradées dans les quartiers précaires restructurés

Photo 3a : Voie non bitumée et dégradée au quartier Zimbabwe



Photo 3b : Voie non bitumée et dégradée au quartier Soleil



Prise de vue : D. A. Konan, Janvier, 2023

Cette planche 3 indique la présence des voies non bitumées et dégradées dans les quartiers précaires restructurés. L'absence de bitume sur ces voies de communication (photo 3a et 3b) a accentué l'effet de l'érosion. La précarité des voies de communication a un impact considérable sur les populations. En effet, elles ont une influence négativement sur le trafic routier dans les quartiers précaires restructurés. En cas de forte pluie, l'accès à certains sous-quartiers devient très difficile. Aussi, à la suite du passage d'un véhicule ou vent violent, il se dégage de la poussière pouvant constituer une source de maladies respiratoires pour les populations.

3. Discussion

3.1. Persistance de l'habitat précaire dans les quartiers restructurés de la ville de San-Pedro

Les opérations de restructuration engagées par l'État à l'échelle de la ville de San-Pedro présentent plusieurs failles. En effet, les résultats de l'étude montrent qu'il existe encore des baraques à l'échelle des quartiers restructurés. Cette affirmation concorde avec celle de A. F. Memel (2020, p. 14). Selon lui, malgré les opérations de restructuration du quartier 2 Plateaux Compensation, l'on assiste toujours à l'émergence de l'habitat précaire. Ainsi, pour F. Madio et C. Souleymane (2016, p. 25), cette situation résulte du faible niveau d'investissements dans le logement. Ils sont rejoints par J. Nascimento et R. Jacinto (2015, p. 269). Les travaux de ces auteurs montrent qu'une grande partie des ménages capverdiens construisent leur logement sans aucune aide financière. La plupart des logements construits par ces ménages sont sans aucune autorisation, sans infrastructures et équipements. La tendance à l'accumulation de ce genre de logements dans un même espace conduit à la prolifération de l'habitat précaire.

3.2. Existence d'espaces insalubres dans les quartiers précaires restructurés de la ville de San-Pedro

La mauvaise gestion du cadre de vie est l'un des facteurs de la prolifération des poches de précarité dans les villes. Travaillant sur la gestion de l'environnement dans la commune de Cocody (Côte d'Ivoire), A. C. Boka *et al* (2020, p.69) parviennent à conclure que le quartier Anono extension est caractérisé par une présence massive d'ordures. Les déchets solides et liquides sont déversés dans les caniveaux, rues et espaces publics. Cette mauvaise gestion de l'environnement est aussi perçue dans la ville de San-Pedro comme l'indique les résultats des travaux de H. S. Brou *et al*. Dans la ville de San-Pedro, la mauvaise gestion des déchets se constate à travers la présence des dépôts sauvages d'ordures. Les lieux publics, la broussaille et les espaces non mis en valeur sont des endroits où les populations évacuent les déchets (H. S. Brou *et al*, 2018, p.222). Au-delà de la ville de San-Pedro, K. P. N'zué (2015, p.112) montre que dans les quartiers précaires de la ville de Bouaké, 95% des ménages évacuent les eaux de vaisselle et de lessive dans la rue.

3.3. Existence des voies de communication non bitumées et dégradées dans les quartiers précaires restructurés de la ville de San-Pedro

Les quartiers précaires de la ville de San-Pedro, malgré les différentes actions de restructuration, sont marqués par une présence de voies non bitumées et dégradées. Cette problématique, liée aux voies de communication, est étayée dans les travaux de l'ONU-HABITAT (2012, p. 25). Ces travaux montrent que la majorité des voies bitumées de la commune d'Abobo (Côte d'Ivoire) se localise dans les zones ayant connues des programmes de lotissements et dans les quartiers construits par la SOGEFIHA. L'importance du trafic routier ainsi que le manque d'entretien des différents axes inter-quartiers ont entraîné leur dégradation. Près de 53 km des voies les plus fréquentées sont en terre battue donc difficilement praticables, et cela, quelle que soit la saison. Quant au GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE (2019, p. 11), il fait ressortir un aspect important sur les voies de communication en Afrique. Selon lui, si les routes y sont plus nombreuses dans la majorité des grandes villes africaines, leur distribution est inégale sur le territoire et elles se dégradent rapidement. Quant aux travaux de L. Abe Abe (2018, p.222), ils sont accentués sur les causes et conséquences de la dégradation du réseau routier ivoirien.

Selon lui, les plus importants sont liés directement aux problèmes financiers et organisationnels. Au niveau des conséquences, il indique qu'elles se situent sous l'angle social et économique (L. Abe Abe, 2018, p.228). Les conséquences liées à la dégradation des voies de communication sont aussi mises en exergue par P. V. P. Yameogo. En effet, dans son étude sur la sous-préfecture de Taï (Côte d'Ivoire), il montre que les usagers sont confrontés à des accidents face à la dégradation des routes de la sous-préfecture de Taï. Il poursuit en affirmant que 73% des accidents dans la sous-préfecture, sont provoqués par des sorties de route et cela est dû à la dégradation des voies. Aussi, l'un des effets négatifs des voies dégradées de la sous-préfecture de Taï réside dans l'indisponibilité de moyen de transport adéquat. Ainsi, l'évacuation des malades ou autres cas devient de plus en plus difficile dans cette sous-préfecture (P. V. P. Yameogo, 2021, p. 217).

Conclusion

Les différentes opérations de restructuration des quartiers précaires de la ville de San-Pedro n'ont pas éradiqué toutes les marques de la précarité. Ces quartiers sont toujours marqués par la présence de baraques. Ce type de logement, expose les populations à plusieurs dangers pouvant conduire à la mort. Aussi, dans le paysage des quartiers restructurés, l'on assiste à une persistance des zones insalubres. Les ménages issus de ces quartiers ont recours aux voies publiques, caniveaux, maisons inachevées et à la nature pour l'évacuation des déchets. Ainsi, l'on assiste à une prolifération des zones insalubres dans les quartiers restructurés. Au-delà des zones insalubres, les voies de communication de certains quartiers restructurés sont en état de dégradation avancée due au manque de bitume. Comme impacts négatifs, la mobilité dans ces quartiers devient une difficulté majeure pour les populations. Vu l'aspect précaire que présente encore ces quartiers restructurés, il est important de les intégrer dans les différents programmes d'aménagement durable des villes ivoiriennes.

Références bibliographiques

ABE ABE Laurent, 2018., «La dégradation du réseau routier de la Côte d'Ivoire : causes et conséquences de 1980 à 1998», in *Revue Gabonaise d'Histoire et Archéologie*, n° 3, p. 213-233.

BOKA Abeto Constance *et al.*, 2020, « Les raisons de la persistance de l'insalubrité du quartier Anono extension dans la commune chic de Coccody », in *Annales de l'Université de Moundou du Tchad*, vol. 7, p. 53-70.

BROU Huia Sidonie *et al.*, 2018, «Les impacts environnementaux liés à la gestion des déchets solides ménagers à San-Pedro», in *Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes*, n°4, p. 215-227.

DOHO BI Tchan André *et al.*, 2022, «Impacts des opérations de restructuration des quartiers précaires sur la physionomie de la ville de San-Pedro (Côte d'Ivoire) », in *Le Journal des Sciences Sociales*, n° spécial "Les actes du colloque CUAPTD", Décembre 2022, p. 207-220.

ENSEA et IRAD, 1998, *San-Pedro et son arrière-pays, dynamisme et synergies d'une ville portuaire*.

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, 2019, *Que la route soit bonne : Améliorer la mobilité urbaine à Abidjan*.

GUMUCHIAN Hervé *et al.*, 2000, *Initiation à la recherche en géographie: aménagement, développement territorial, environnement*, Canada, Les presses de l'Université de Montréal.

INS, 1998, *Le recensement général de la population et de l'habitat résultat définitif par localité*, Abidjan, INS.

INS, 2014, *Recensement général de la population et de l'habitat, Analyse des résultats*, Volume IV, bureau technique permanent du recensement, Abidjan.

INS, 2021, *Recensement général de la population et de l'habitat : Résultats globaux et définitifs*.

MADIO Fall et SOULEYMANE Coulibaly, 2016, *L'urbanisation diversifiée, Le cas de la Côte d'Ivoire*, Directions du Développement pays et régions, Groupe de la Banque Mondiale, Washington.

MEMEL Armel Frederic, 2020, «Limites de la restructuration du quartier deux-plateaux compensation à Abidjan en Côte d'Ivoire», in *Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement*, n°2, 2020, p. 116-131.

NASCIMENTO Judite et RUI Jacinto, 2015, «Villes et conditions de vie urbaine au Cap Vert», in *Geo-Eco-Trop*, p. 255-280.

N'ZUÉ KOFFI PASCAL, 2014, *Quartiers précaires et désordre spatial dans la ville de Bouaké*, Mémoire de Master 2, Université Alassane Ouattara.

ONU-HABITAT, 2012, *Côte d'Ivoire : profil urbain d'Abobo*.

YAMEOGO Palingwinde Vincent De Paul, 2021, « Les conditions de mobilité et leurs impacts sur santé dans la sous-préfecture de Taï (Côte d'Ivoire) », in *Revue Espace, Territoires, Sociétés et Santé*, vol 4, n°8, p. 211-222.